



HAL
open science

Le dynamisme des nouvelles places marchandes de l'Est algérien : reconfiguration urbaine et nouvelles donnes sociales

Saïd Belguidoum

► **To cite this version:**

Saïd Belguidoum. Le dynamisme des nouvelles places marchandes de l'Est algérien : reconfiguration urbaine et nouvelles donnes sociales. Entre le licite et l'illicite: migrations, travail, marchés, Sep 2011, Cerisy, France. halshs-00936444

HAL Id: halshs-00936444

<https://shs.hal.science/halshs-00936444>

Submitted on 27 Jan 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le dynamisme des nouvelles places marchandes de l'Est algérien : reconfiguration urbaine et nouvelles donnes sociales

Saïd Belguidoum

Sociologue

Aix-Marseille Université, IREMAM

Aix en Provence

Dynamiques urbaines et accumulation marchande

L'importance des politiques publiques dans les processus de fabrication de la ville au cours des premières décennies qui ont suivi l'indépendance de l'Algérie est incontestable. L'Etat, à travers ses politiques volontaristes et interventionnistes, a joué un rôle moteur d'impulsion et d'encadrement des importantes transformations qu'a connu la société algérienne. Les dynamiques privées ont, quant à elles, longtemps été confinées aux marges du développement urbain. Essentiellement générées par l'exode rural, elles ont donné lieu à la prolifération des quartiers périurbains d'habitat spontané. Depuis une vingtaine d'année, de nouvelles dynamiques privées, portées principalement par des promoteurs immobiliers, marquent de plus en plus fortement l'espace urbain et participent pleinement à sa reconfiguration.

C'est d'abord dans les interstices territoriaux, là où les politiques publiques ont été minimales, qu'elles sont nées. Elles se sont progressivement généralisées à l'ensemble des tissus urbains. Toutes les villes sont aujourd'hui touchées par ces dynamiques privées multiformes qui se sont engouffrées dans les différents dispositifs légaux, les interprétant et les retournant au gré des rapports de forces locaux (Belguidoum, 2008). Ces pratiques se manifestent notamment par la « conquête » des centres et des quartiers coloniaux, la mise en œuvre d'opérations de promotions immobilières et la création d'espaces commerciaux.

Sans être absent de ces reconfigurations, l'Etat doit à son tour composer avec les nouveaux acteurs qui ont émergé sur la scène urbaine, promoteurs, entrepreneurs et commerçants, et ce dans un contexte particulièrement tendu¹. L'essor des pratiques commerciales, issues de la libéralisation du marché à partir des années 1990, et l'importante accumulation marchande qui en découlera vont se matérialiser dans l'espace urbain et contribuer à sa mutation.

La multiplication des marchés « Dubaï » est une illustration de ces dynamiques marchandes et atteste de la vitalité des commerçants importateurs qui de Marseille à Tripoli, du Proche orient aux pays du golfe, jusqu'à la Chine et Yiwu ont mis en place un réseau à la fois souple et solide de distribution des produits de consommation (Pliez, 2010). Petites, moyennes et grandes villes sont touchées par ces réseaux de distribution qui alimentent les multiples marchés hebdomadaires et les nombreuses boutiques et magasins qui prolifèrent dans des quartiers urbains de plus en plus spécialisés. Cette nouvelle dynamique marchande a comme grande caractéristique de fonctionner en permanence sur les frontières du licite et de l'illicite, en jouant sur les dispositifs formels édictés par les pouvoirs publics « *dans une situation qui*

¹ Cette politique de libéralisation de l'économie et d'ouverture des marchés intervient dans un contexte où l'Algérie subit la pression du FMI pour l'adoption d'un programme d'ajustement structurel tout en faisant face à l'insurrection islamiste armée qui au milieu des années 1990 est à son apogée.

rend possible la coexistence de la légalité et de l'illégalité et le changement permanent entre les deux. Où le partage (entre) le légal et l'illégal, le formel et l'informel, se fait non pas aux conditions fixées par les normes de la société globale, mais par des négociations en situation dans les scènes publiques ou privées conditionnées par l'échange marchand. » (Peraldi, 1999, p.7).

A la fin de l'année 2010, les pouvoirs publics recensaient quelques 765 « sites » de commerces informels, où opèreraient quelques 70 000 commerçants.² Dans un pays où à la fin des années 1990 on dénombrait 580 agglomérations urbaines, cela revient à identifier au moins un marché de ce type par ville (petite, moyenne ou grande). C'est dire l'ampleur du phénomène. Ces pratiques marchandes ont une double conséquence sur les structures urbaines : elles les transforment de l'intérieur et reconfigurent la hiérarchie du réseau urbain. C'est surtout dans l'Est algérien que ces réseaux de commerçants ont acquis une visibilité en s'appuyant sur des villes moyennes et petites, devenues de véritables places de négoce contrôlant le marché de la distribution (Spiga, 2002).

L'informel : un brouillage permanent

En Algérie, l'informel désigne de manière pêle-mêle toutes les pratiques qui se font en dehors de la réglementation ou qui ne la respectent. Il se développe aussi bien en dehors des dispositifs institutionnels qu'en son sein. Il agit par détournement, contournement, retournement des dispositifs. Dans le domaine du commerce, l'informel englobe les pratiques sans registres, les fausses déclarations douanières et fiscales, l'utilisation de prête-noms, le transfert illicite des devises, les locaux non conformes, l'importation de marchandises non autorisées et notamment les contrefaçons. Du « tout illégal » aux différentes formes de détournements de la réglementation, ces pratiques sont hétéroclites et montrent comment le système algérien peine à édicter des règles acceptées par tous.

Les racines de l'informel sont anciennes. L'informel de la misère par exemple a longtemps été un substitut aux bouleversements générés par la colonisation et son prolongement au début de l'indépendance s'inscrivait dans une même logique (Prenant, 2002). Mais à partir des années 1970, un informel nouveau se met en place, contournant les règles strictes d'une économie administrée fondée sur le monopole des organismes publics. Il se propage dès lors que l'Etat est dans l'incapacité de répondre aux besoins de consommation des nouvelles couches moyennes en pleine ascension. Il ne cesse de proliférer et d'étendre son emprise dans tous les secteurs de l'activité économique, sociale et institutionnelle. De fait, l'informel s'est incrusté dans la quotidienneté au point d'en faire partie. Un système de relations sociales reposant sur des pratiques de clientélisme s'est généralisé et des pans entiers de la société, que ce soit dans les activités économiques, sociales ou urbaines, fonctionnent en dehors des modes institutionnels de régulation. Cette « informalisation » de la vie sociale brouille les lignes entre le formel et l'informel, le licite et l'illicite.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'analyse des pratiques marchandes initiées et encadrées par les entrepreneurs de l'importation. Jusqu'en 1996, le commerce extérieur est

² Conférence de presse du ministre du commerce, quotidien Liberté, le 11/12/2010

resté étroitement contrôlé par l'Etat, à travers une centaine d'entreprises publiques. La modification du code du commerce a fait exploser ce cadre permettant en moins de dix ans la constitution de 34 000 entreprises privées « *d'import-export* ». ³ L'Etat, en abandonnant les principes d'une économie administrée, qui lui donnait le monopole des importations, et en édictant de nouvelles règles sur l'importation et le marché des changes (règles souvent lourdes et confuses, modifiées régulièrement – ce qui favorisent les agents informés), laisse le champ à une économie libre que de nouveaux agents vont investir. Une multitude de pratiques hybrides aussi bien dans les importations que dans la distribution locale accompagne ce mouvement, jouant sur les confusions entre licite et illicite. Les porosités et le laxisme d'un système légal peu efficient (absence de coordination entre les organismes de contrôle, non localisation des registres de commerce, tolérance généralisée du marché parallèle des devises...), l'interpénétration entre intérêts privés et agents de l'Etat favorisent son développement tout en assurant un approvisionnement à grande échelle du marché algérien. C'est surtout dans l'importation des biens de consommation que l'informel sera efficace : des produits de luxe aux vêtements bon marché, de la pièce détachée à l'électroménager, des petits matériaux de construction à l'ameublement, la gamme est large. En répondant aux besoins de toutes les catégories de la population, dans le cadre d'un marché en continuelle tension, un espace considérable lui est ainsi livré. La souplesse de l'informel contrebalance la rigidité des normes étatiques de l'importation.

La volonté régulièrement exprimée par les pouvoirs publics d'éradiquer ou au moins de réguler et d'intégrer ce commerce informel reste lettre morte. Une véritable tolérance s'est instaurée et l'attitude de l'Etat s'apparente plus à celle d'un « laisser-faire, laisser-aller » qu'à une réelle volonté de lutter contre ces pratiques. ⁴

L'émergence des nouvelles places et la reconfiguration de l'armature urbaine

Une des grandes caractéristiques de cette nouvelle dynamique commerciale est la création de places marchandes en dehors des grands centres urbains. Ce sont des villes moyennes (El Eulma, Aïn Mlila), des petites villes ou de grosses bourgades (Aïn Fakroun, Tajenanet, Bir Atter) qui s'érigent en places commerciales, organisant la distribution des produits que leurs entrepreneurs importent. Leur concentration dans l'Est algérien s'explique en partie du fait de leur plus grande proximité des frontières tunisienne et libyenne, mais elles ne sont pas pour autant forcément situées sur les principaux axes de circulation. C'est plus dans le dynamisme spécifique d'une catégorie d'acteurs nouveaux qu'il faut chercher l'explication de leur émergence. El Eulma (l'ameublement, la téléphonie mobile, la micro-informatique), Aïn Mlila (pièce détachée pour automobile) et Aïn Fakroun (le vêtement bon marché) sont les trois localités qui, dans leur domaine de spécialisation spécifique, se sont imposées depuis une dizaine d'années, étendant leur réseau de distribution sur l'ensemble du territoire algérien et

³ Centre National du Registre du Commerce, « Les créations d'entreprises en Algérie - Statistiques 2010 », Alger avril 2011

⁴ Le marché parallèle des changes en Algérie est une illustration flagrante de ce « laisser-faire ». Il s'expose en plein jour dans les espaces publics de toutes les grandes villes.

même au-delà par l'établissement de liens avec des commerçants marocains et tunisiens. D'autres localités de l'Est algérien se sont également spécialisées dans des domaines moins visibles. C'est le cas de Belaïba et El Djezar (pièces détachées pour engins de travaux publics et véhicules lourds), petites localités situées près de Barika ou encore de Bir el Atter (friperie) dans la wilaya de Tebessa, qui fut un temps une des plaques tournantes des produits en provenance de Libye ; ou encore Tadjenanet près d'El Eulma, très active dans l'importation du bois.

En organisant à grandes échelles les circuits de distribution, ces localités se positionnent dans la hiérarchie du réseau urbain comme places marchandes transnationales. Car si la libéralisation des marchés va enclencher une nouvelle dynamique à l'échelle de tout le pays, la répartition des importateurs se concentre essentiellement sur cinq wilayas qui regroupent 68% des commerces d'importation. Oum El Bouaghi, une des wilayas les moins urbanisées d'Algérie, occupe la 5^{ème} place avec 4,7% des registres de commerce après Alger (40%), Oran (9,2%), Sétif⁵ (7,3%) et Constantine (6,7%).⁶ Cette place particulière, Oum el Bouaghi la doit à deux de ses communes, Aïn Mlila et Aïn Fakroun.

Aïn Fakroun, de la localité oubliée à la place marchande

Aïn Fakroun fait partie de ces localités oubliées des grands programmes publics de développement. Elle s'impose pourtant aujourd'hui comme une place commerciale aux rayonnements multiples et, à ce titre, elle est une illustration des transformations sociales et des nouvelles dynamiques urbaines générées par l'accumulation marchande. Signe de son dynamisme nouveau, sa population est multipliée par 8 en 40 ans, et atteint 53 000 habitants en 2008. Localité sous-équipée, située à 60 km de Constantine, sur un axe peu fréquenté desservant les wilayas très enclavées que sont Oum el Bouaghi et Khenchela, rien ne prédisait à cette petite bourgade une telle destinée⁷. A la fin du 19^{ème} siècle, le village compte quelques 200 habitants. Petite bourgade dans une région rurale où prédomine l'agropastoralisme, devenue centre de regroupement pendant la guerre d'indépendance, l'agglomération atteint 7000 habitants en 1966 et continue d'attirer les populations rurales des hameaux voisins qui se rapprochent des quelques services dont elle dispose (Cornaton, 1998). Petite agriculture céréalière, élevage ovin, emplois dans les chantiers de construction de la région, petits commerces et surtout émigration vers la France (Saint-Cyr et Versailles principalement) seront les principales activités d'une commune qui, jusqu'au milieu des années 1990, est à peine connue pour son petit marché hebdomadaire de bestiaux.⁸

C'est avec la période de l'ouverture économique que la localité engage sa mutation. Marginalisée spatialement et économiquement, Aïn Fakroun transforme son double handicap

⁵ Wilaya dont dépend El Eulma

⁶ Centre National du Registre du Commerce, « Les créations d'entreprises en Algérie - Statistiques 2010 », Alger avril 2011

⁷ Depuis son nouveau rôle, elle fait régulièrement l'objet d'articles de presses (194 articles lui sont consacrés dans le seul journal El watan depuis 2004).

⁸ Illustration de sa marginalisation, elle est à la 533^{ème} place (sur 562) du classement IDS (santé), 395^{ème} pour l'IDRD (développement rural) et 224^{ème} pour l'ICV (condition de vie). (Rapport de la commission nationale du développement rural, août 2006)

en avantage. L'essor est rapide. Utilisant le réseau d'immigrés vivant en France, notamment pour le change des devises, des jeunes vont se lancer dans le commerce du cabas, particulièrement prospère au milieu des années 1980. D'autres vont initier un commerce avec Bir el Atter, près de la frontière tunisienne, qui à cette époque est une plaque tournante du commerce transfrontalier. A partir de 1992, Aïn Fakroun change de dimension. Des commerçants locaux installent leurs propres réseaux en Libye et en Egypte. Les marchandises sont amenées par semi-remorques, stockées à Aïn Fakroun et revendues sur les marchés urbains de la région. En 1997, les premières importations se font à partir de Dubaï et les commerçants locaux se spécialisent dans l'importation du vêtement bon marché. Les flux à partir de la Chine, Yiwu mais aussi Guangzhou, deviennent de plus en plus nombreux.

En 2010, 2000 commerçants sont domiciliés dans la seule commune d'Aïn Fakroun dont quelques 200 importateurs et autant de grossistes.⁹ De 2004 à 2008, la progression est constante (+50% pour le commerce de gros et +37% pour l'import-export contre 27% au niveau national)¹⁰. Les seules données officielles sont insuffisantes pour rendre compte de l'ampleur du phénomène. D'autres « commerçants » non déclarés activent en s'associant au financement des importations ou en s'impliquant dans la distribution et la revente. L'activité est intense et rapidement la localité acquiert une notoriété nationale. Quotidiennement des commerçants de toute l'Algérie viennent s'approvisionner. Parallèlement la vente au détail prend de l'ampleur.

Ce succès fait bénéficier à la localité d'une médiatisation à double tranchant. Si cela lui permet d'accroître sa notoriété auprès du public, cela lui vaut aussi d'être régulièrement pointée du doigt par la presse écrite et par les pouvoirs publics, qui la désignent comme un des principaux centres de l'informel. Ainsi, cette déclaration du ministre du commerce, lors d'une conférence de presse au mois de mai 2010 : « *L'Algérie compte 32 000 importateurs, la plupart domiciliés à Aïn Fakroun, El Eulma, Tadjenanet et Alger... 70% des importations sont effectuées par des opérateurs privés, pour un montant de 31 milliards de dollars* ». ¹¹

Une surmédiatisation

Depuis 2004 les articles de presse sur la localité et son marché sont nombreux. Le seul quotidien *El watan* a publié près de deux cents articles depuis 2004. Si la plupart des articles dénoncent le laxisme des autorités et la prolifération de l'informel, d'autres insistent sur le dynamisme d'un marché rendant accessible à de larges franges de la population les produits de consommation.

⁹ Pour avoir une idée de l'importance du phénomène, il est intéressant de rapporter le nombre de registres de commerces au nombre d'habitants et de ménages. Ainsi, le ratio général des registres de commerce (1 pour 27 habitants) est sensiblement égal au ratio national, mais pour les registres d'importation, le ratio local est de 1 pour 48 ménages contre 1 pour 93 ménages au niveau national. Sur l'ensemble de la wilaya le nombre d'importateurs est de 1264, dont près de 400 à Aïn Mlila, la localité spécialisée dans la pièce détachée.

¹⁰ Centre National du Registre du Commerce, op. cit

¹¹ Propos rapportés par la Tribune, 01/05/2010

« *Le Souk chinois prolifère* » « *A Aïn Fakroun, c'est le commerce du prêt-à-porter qui tient le haut du pavé, grâce aux prix pratiqués.* » El watan, 16/03/2005

« *Voyage dans les antres de la filière chinoise de l'import* ». *Le soir*, 23/12/2006

« *Le poids de la filière chinoise à Aïn Fakroun* ». El watan, 28/09/2008

« *Les produits chinois, la débrouillardise et le reste.*

Le commerce qui a la cote est sans doute celui du prêt-à-porter, dont Aïn Fakroun est le porte drapeau. C'est cette ville qui tient le haut du pavé grâce à une prodigieuse ascension dans le commerce des fringues... vente en gros ou en détail, chacun y trouve son compte... D'ailleurs, ici, tout presque vient de la lointaine Chine, dans des containers. Aïn Fakroun est, de la sorte, la capitale du prêt-à-porter à moindre frais ». El watan du 05/04/2009

« *Plaque tournante régionale du commerce du prêt-à-porter d'importation* ». APS, 06/09/2010)

Réseaux et figures d'entrepreneurs marchands ; une dynamique collective

Une telle émergence, sa rapidité et son ampleur interrogent sur la nature de cette dynamique, ce qui l'a rendue possible et surtout sur ces nouveaux acteurs marchands. Pour comprendre ce phénomène, il faut partir de l'hypothèse que la marginalité de ce territoire a généré plus qu'ailleurs des initiatives de « débrouille ». Elles sont le fait à la fois d'une frange de la population marginalisée et sans emploi, fils d'anciens travailleurs émigrés en France notamment, de petits commerçants déjà intégrés dans le réseau soukier régional et de quelques gros commerçants déjà établis qui saisiront cette nouvelle opportunité. C'est cette convergence entre différents types de compétences et d'expériences qui aboutira à ce mouvement collectif.

Rien dans la tradition historique de la localité et de sa population ne laissait envisager une telle reconversion. Contrairement aux Mozabites, qui eux inscrivent leurs pratiques commerciales et entrepreneuriales dans une longue tradition historique (Bourdieu, 1961 ; Lethielleux, 1983, la dynamique d'Aïn Fakroun, ressemble plus à ce qu'a connu le Souf à la fin du 19^{ème} siècle, c'est-à-dire un commerce né dans les marges de la société et que le changement de conjoncture va faire prospérer. (Belguidoum, 2004)

Trois temporalités générationnelles s'articulent, sans pour autant impliquer les mêmes acteurs. La première concerne la période de l'émigration de travail et du rôle qu'elle a tenu (transfert d'argent et acheminement de biens de consommation) alors que régnait le monopole étatique dans les importations. La seconde temporalité correspond aux années 1980. C'est celle du commerce du cabas qui se fait d'abord essentiellement vers la France puis vers la Tunisie et la Libye. L'émigration devient pourvoyeuse en devises de ces nouveaux « commerçants ». Avec cette génération, se sont de nouvelles routes qui s'ouvrent et l'acquisition d'un « savoir-circuler » à travers des espaces transnationaux (Tarrus, 2002). La mise en place de visas pour

l'entrée en France favorisera la recherche de nouvelles destinations (Tunisie, Libye et au Moyen Orient et en Turquie). La troisième s'ouvre avec la libéralisation du commerce extérieur et « l'économie du container ». Le passage d'une temporalité à l'autre se fait avec une remarquable transmission des expériences et des compétences.

Une chose paraît certaine, Aïn Fakroun n'a pas bénéficié de la présence et de l'aide de notabilités locales connues et introduites au sommet de l'appareil d'Etat qui auraient facilité sa spécialisation en place marchande. Sa dynamique est spontanée et collective. Les précurseurs sont des jeunes qui se sont lancés dans les années 1980 dans le commerce transfrontalier du cabas et ont ouvert de nouvelles routes d'abord en Libye et en Egypte puis en Syrie et à Dubaï. Ils s'associeront ou seront imités par d'autres commerçants et petits transporteurs de la localité qui sillonneront les marchés régionaux pour écouler les marchandises importées.

Les différents entretiens menés auprès des commerçants montrent que le démarrage des premières opérations commerciales s'appuie souvent sur des solidarités familiales ou de voisinages, permettant une entraide et surtout un échange d'informations indispensables pour mener à bien ce genre d'activités. Le mimétisme qui a suivi les premières grandes réussites, encouragé par la grande disponibilité du marché, permettra de structurer des réseaux à la fois souples et hiérarchisés, basés sur des relations de confiance.

L'immigration de travail par laquelle est passée un nombre important d'adultes de la localité, a joué un rôle d'accompagnement non négligeable. Pendant longtemps cette immigration a servi à entretenir les familles restées sur place et à acheminer des biens destinés à la revente sur les marchés locaux. Son rôle, aujourd'hui est celui de « banque de change » pourvoyant les commerçants en devises.

Les grandes figures locales issues de cette nouvelle prospérité sont relativement discrètes, même si les signes extérieurs de leurs richesses s'affichent dans les luxueuses constructions qui ont été édifiées dans la localité.¹²

L'émergence rapide de riches familles, contrôlant le marché, a obligatoirement des implications au niveau de la sphère politique. Il est difficile d'imaginer, dans une société où les connivences entre les pouvoirs politique et économiques sont nombreuses, mais opaques, que des liens forts n'aient été établis. Les facilités d'importation dont font preuve les réseaux locaux, la place qu'ils occupent dans la distribution nationale montrent qu'ils ont acquis une réelle force et que des arrangements avec des acteurs influents de l'appareil d'Etat ont été réalisés.

Parcours et profils

Petits commerçants ambulants, porteurs de cabas, anciens étudiants ; les trajectoires sont multiples.

N. Petit camionneur de matériaux de construction, il se spécialise dans le transport des marchandises à partir de Bir el Attar. Il achète un terrain dans le prolongement du premier

¹² Des modèles de réussite sont néanmoins cités par les enquêtés, racontant quelques trajectoires « exemplaires » et surtout les installations de commerçants en dehors de la localité (Constantine, Egypte), ou encore faisant état d'un grand commerçant qui envoie son fils étudier dans une école de commerce en Malaisie.

axe marchand, construit sa maison et ouvre un dépôt. Il est aujourd'hui un des commerçants les plus en vue de la place.

B. après plusieurs voyages en Egypte, s'y installe dans les années 90 et devient le « représentant » des commerçants d'Aïn Fakroun. Il fait figure de pionnier dans l'organisation d'un réseau transnational. Il a réinvesti ses bénéfices en Algérie notamment en ouvrant des centres commerciaux à Constantine.

C. a suivi une licence de sciences économiques au centre Universitaire de Khenchela. Il s'est lancé dans les affaires depuis 5 ans. Avec une mise de départ de 160 000 Dinars (11 mille euros), il s'associe avec trois personnes pour l'achat d'un container de vêtements. Puis il loue un local et se met à son compte. Après s'être déplacé trois fois à Dubaï et une fois à Yiwu, il recentre son activité dans l'achat de lots en gros et de les revendre en semi gros et au détail.

Une place marchande et des réseaux diversifiés

Avant d'être connu du grand public, Aïn Fakroun s'est d'abord constitué comme lieu de stockage et de redistribution des marchandises importées. Aujourd'hui, la place fonctionne sur plusieurs échelles : marché de gros et de redistribution sur le marché national, marché de semi-gros et vente au détail. Le circuit mobilise savoir-faire, savoir circuler, compétences commerciales, réseaux relationnels acquis lors de la période du commerce du cabas.

De gros commerçants importateurs organisent le marché en introduisant de grandes quantités de marchandises. Leur force repose sur une mobilisation de capitaux qu'ils obtiennent en jouant sur le dispositif légal (les autorisations de change de devises auxquelles leur donnent droit leurs registres de commerce) et surtout sur le dispositif parallèle, alimenté par la collecte au sein de l'immigration et des retraités, nombreux dans la région. Les cargaisons transitant par Dubaï sont acheminées de Chine. A Dubaï, les importateurs sont en affaire avec cinq grands transitaires qui leur établissent les factures nécessaires pour l'importation en Algérie. Ces transitaires ont aussi une fonction d'intermédiaire auprès des fournisseurs chinois. Le dédouanement des marchandises est l'opération la plus délicate et des litiges peuvent naître avec les douaniers algériens pouvant ralentir le rythme des importations au gré du « laxisme » ou de la « sévérité » des contrôles.¹³

Acheminée et stockée à Aïn Fakroun (ou dans des locaux ouverts dans d'autres localités) la marchandise est rachetée par des commerçants locaux ou directement par des commerçants venant de toute l'Algérie, mais aussi du Maroc, du Niger, du Mali et de Tunisie. Les marchandises peuvent changer plusieurs fois de main avant d'être écoulées au détail. D'autres lieux d'approvisionnement (la Syrie notamment) sont également utilisées, mais pour des quantités moindres et des marchandises plus spécifiques (robes traditionnelles de fête par

¹³ Les autorisations d'importation limitant à un plafond le montant des devises échangeables, il faut par exemple justifier que le volume de la marchandise est conforme à la facturation.

exemple). Le volume et la rapidité de la circulation des marchandises sont les principes garantissant de substantiels profits.¹⁴

Le deuxième niveau de la distribution concerne les marchés régionaux hebdomadaires du gros et semi-gros. Une autre catégorie de marchands de la localité, associés aux importateurs, ou ayant racheté en seconde main, sillonne les trois grands marchés régionaux : Sidi Khatab à l'Ouest, Aïn Laadjel au centre du pays et Tadjenanet pour l'Est. Les livraisons se font aussi directement auprès des commerçants de semi-gros, jusqu'à Medina Jedida, la principale place de revente de ce type de produit à Oran.

Le troisième niveau correspond au commerce de détail et de semi-gros qui est assuré par les centaines de boutiques (dont 350 sont localisées sur le principal axe marchand) de la localité. Dans ces boutiques sont également vendues des marchandises produites dans les ateliers de Constantine, Sétif et sa région, Ferdjiaoua, Teleghma et Tizi Ouzou. Attirant une population de plus en plus nombreuse, le commerce de détail prend une ampleur réelle, dans un contexte urbain pourtant peu propice.¹⁵

La réussite des marchands d'Aïn Fakroun se vérifie aussi par l'ouverture de centres commerciaux dans les grandes villes. A Constantine ce sont au moins cinq centres commerciaux qui ont été créés à Sidi Mabrouk et six sur la route de l'Onama (les grandes places marchandes de la ville).¹⁶ Leur implantation se constate aussi à Alger (El Hamiz) et Oran (au moins deux centres commerciaux à Medina Jedida).

A travers ces grands traits de l'organisation des circuits commerciaux on devine une réelle stratégie qui fait la force de cette place marchande. Les différentes échelles d'intervention s'articulent et attestent de l'esprit d'entreprise et de conquête de marché qui animent ces nouveaux entrepreneurs, en quête permanente de filières d'approvisionnement (aujourd'hui essentiellement la Chine, mais des importations se font à partir d'autres lieux), de diversification des partenaires commerciaux, de pénétration des principales places régionales de vente et de fidélisation de leurs gros clients. Cette stratégie touche aussi l'organisation urbaine et les retombées sur l'immobilier et les pratiques constructives sont nombreuses.

Les retombées urbaines : une ville d'anticipation

En se transformant en place commerciale, Aïn Fakroun connaît des transformations spatiales et architecturales spectaculaires passant en quelques années d'un statut de grosse bourgade à celui d'une ville en devenir. A partir du vieux noyau villageois, qui lui n'a pas ou peu été touché, l'agglomération s'étale sur plusieurs kilomètres, vers l'Est et le Nord-Est. Une fièvre immobilière s'est emparée de la localité et les prix du foncier connaissent une augmentation comparable à celle des grands centres urbains.

¹⁴ Le circuit d'appui sur une logistique mobilisant d'autres fonctions intermédiaires (transporteurs, équipes de manutentionnaires). A Aïn Fakroun, des équipes de jeunes venus des villages environnants, rémunérées à la tâche (15 000 DA le déchargement d'un semi-remorque), assurent la manutention.

¹⁵ Les petits restaurants sont certes nombreux, mais la localité est dépourvue d'hôtel (un est en cours de construction), les cafés sont peu avenants et les chaussées mal entretenues.

¹⁶ Sur la dynamique de cet espace marchand constantinois, voir Bergel et Kerdoud (2010)

Contrairement à El Eulma, où les pouvoirs publics ont accompagné cette dynamique privée (embellissement de la ville, grands équipements : nouvelle gare routière, complexe sportif, nouvelle APC, centre culturel, et élaboration d'un plan d'occupation des sols intégrant le développement commercial (Spiga, 2002), à Aïn Fakroun les pouvoirs publics ont peu participé à cet essor urbain. Un important programme de 1190 logements collectifs (sur un parc total de 9900 logements en 2008) et la construction de quelques équipements de base (écoles, lycées, hôpital, et stade) sont les seules réalisations réelles de la puissance publique.

L'axe marchand, première opération qui marque le début de cette transformation prend forme à partir de 1997. Partant du vieux centre villageois, il s'étire sur un kilomètre et est bordé par des bâtisses de deux ou trois niveaux, dont les rez-de-chaussée abritent environ 350 boutiques. Mais c'est surtout avec la création de deux nouveaux lotissements que les changements sont spectaculaires et que la mue urbaine est visible. Les marchands d'Aïn Fakroun imposent leur modèle urbain et affichent, sur le modèle du quartier Dubaï d'El Eulma, leur ambition de faire de leur localité une place marchande prospère.

Le premier lotissement, constitué sur des réserves foncières communales, s'étend sur près d'un kilomètre avec une profondeur de 300 à 500 mètres. Les 350 parcelles, de 200 à 300 mètres carrés chacune, ont été vendues par la municipalité en priorité aux anciens combattants de la guerre de libération, à des prix peu élevés. L'emplacement de ce lotissement, en entrée de ville sur la route de Constantine, en fait un objet de convoitise et de nombreux commerçants rachèteront les parcelles pour y édifier de luxueuses bâtisses. Les prix d'achat des dernières parcelles à lotir se négociaient en 2010 à 20 millions de DA.

Quelques années après sa création, ce nouveau quartier devient la vitrine de l'agglomération et expose de manière ostentatoire la richesse de ses commerçants. Encore inachevé (des constructions sont encore en cours et la voirie n'est pas revêtue), de nombreuses bâtisses abritent déjà des dépôts et celles qui bordent l'avenue principale ont ouvert des boutiques. Immeubles riches et imposants de trois étages, souvent encore inoccupés, aux façades richement décorées et disposant tous de garages importants, ils sont prêts à accueillir de nouvelles activités. Car la destination résidentielle de ce lotissement, malgré l'apparence de ces bâtisses, n'est pas d'actualité. Construites sur le modèle de l'immeuble familial de rapport, elles sont constituées à chaque étage d'un appartement autonome de 200 m², dépassant les seuls besoins résidentiels d'une famille. Si l'éventualité lointaine d'une transformation en immeubles résidentiels de rapport n'est pas à écarter, une telle offre de plusieurs centaines d'appartements dotés d'un haut standing ne correspond dans l'immédiat à aucune demande. C'est donc bien la volonté de créer un nouveau support spatial à l'activité commerciale, à l'image du Dubaï de l'Eulma, qui a guidé plus ou moins explicitement l'action des bâtisseurs. Un dédoublement de la polarité marchande entre l'axe actuel et ce nouveau quartier est l'orientation qui se dessine, permettant alors à la ville de jouer un rôle plus important dans le commerce de détail.

Contrairement à El Eulma, où le lotissement préexistait et a été transformé par les acquéreurs, à Aïn Fakroun, ce sont les commerçants qui créent directement leur espace d'affaires. Espace en devenir, qui restera dépendant des conjonctures et des aléas du marché, le pari de ces commerçants est audacieux. Ils sont en train de produire une ville, anticipant sur l'avenir à travers des constructions coûteuses censées prendre encore plus de valeur dès lors que le nouveau quartier urbain sera fonctionnel.

Le second lotissement, plus récent et plus petit (une centaine de parcelles) a une vocation plus résidentielle. Expression de cette réussite sociale, il participe lui aussi à la nouvelle configuration urbaine.

En même temps que son activité marchande prospère, Aïn Fakroun attire de nouvelles populations. Ainsi, l'habitat collectif réalisé par les pouvoirs publics donne lieu à des transactions importantes, l'appartement se négociant à 3 millions de DA. Cela se répercute aussi par l'apparition d'un nouvel habitat précaire en périphérie, abritant une population attirée par les petits emplois que crée cette dynamique marchande.

Une ville est en train de naître, avec des qualités urbaines encore faibles mais évidentes. Cet essor urbain repose sur un avenir encore incertain. Ce qui pose la question de sa durabilité. La fermeture des routes de l'importation, ou le développement d'une production locale concurrentielle, comme cela commence à se faire dans différentes villes algériennes, remettrait en cause la puissance de ces entrepreneurs marchands. Sauf s'ils anticipent les évolutions et préparent eux-mêmes leur reconversion.

Conclusion

L'exemple de cette nouvelle place marchande transnationale, nous invite à un retour sur l'informel marchand et les mutations en cours en Algérie. André Prenant s'interrogeait sur le devenir et le statut de cette nouvelle économie informelle : « *Est-ce une forme purement marginale, ou une forme de transition aboutissant à une normalisation du type « libéral » de l'économie de marché ? Est-il une forme déjà transformée qui tend à s'insérer dans cette économie, voire à l'intégrer, et représentent une modalité, pas seulement algérienne, de l'économie mondialisée ?* » (Prenant, 2002, p.72) Force est de constater qu'après dix ans, ce qu'il entrevoyait, se confirme. Le commerce informel participe non seulement à la redistribution générale des richesses et de ce qu'il est convenu d'appeler la manne pétrolière, principale source de revenus de l'économie algérienne, mais il tend à redéfinir les modalités de la production et de la consommation et par là même, il tend à reconfigurer la structuration de la société algérienne.

Les effets des mécanismes économiques et politiques qui produisent et organisent ces réseaux et places marchandes sont encore inachevés. La volonté des pouvoirs publics d'arriver à régulariser un marché qu'il tolère mais qu'il ne contrôle pas dépend d'un rapport de forces complexes dont l'issue est encore incertaine.¹⁷ En se généralisant, l'économie informelle a pour conséquence un nivellement par le bas des salaires et de la protection sociale. On peut se demander qu'elle peut-être la marge de manœuvre des pouvoirs publics face à une production informelle qui emploie des centaines de milliers de travailleurs et dont la régularisation n'est possible qu'en acceptant à minima les protections sociales.¹⁸

¹⁷ Les émeutes urbaines de janvier 2011 sont directement liées à cette tentative de contrôle du marché de l'importation. L'ampleur des émeutes a fait reculer le gouvernement, qui en décembre 2010 annonçait son intention « d'éradiquer les 750 sites recensés ». Depuis des assises régionales et nationales du commerce se sont tenues avec des promesses faites aux commerçants de réduire les taxes.

¹⁸ Une enquête en cours sur la ville d'Oran, nous a fait estimer à environ 4000 la main d'œuvre informelle employée dans les quelques 400 ateliers de confection de chaussure de la cité petit, un quartier de la ville.

Les retombées urbaines ne sont pas des moindres, l'accumulation marchande dans ce nouveau cadre mondialisé reconfigure la ville et le modèle de Aïn Fakroun n'est pas isolé. Il est annonciateur des nouvelles tendances de la ville algérienne.

Bibliographie

Belguidoum Saïd, 2008, « La ville en question, analyse des dynamiques urbaines en Algérie », Colloque international « *Penser la ville – approches comparatives* », Centre universitaire de Khenchela, 25-27 octobre. halshs. Archives-ouvertes.fr

Belguidoum Saïd, 2005, "Approche socio-économique (chapitre X, XI, XII, XIII, XIV, pp 203 à 287)" dans Côte Marc (sous la direction) "*La ville et le désert, le Bas-Sahara algérien*", sous la direction de Marc Côte. Editions IREMAM – KARTHAL

Bourdieu Pierre, 1961, « *Sociologie de l'Algérie* », que sais-je ? PUF, Paris

Bergel Pierre, Kerdoud Nadia, 2004, « Nouveaux lieux du commerce et transformation des pratiques de consommation dans les villes algériennes. Étude de cas à El Eulma et Onama/El-Ghazi (Constantine) », *Norois*, 2010/4 (n° 217), p. 75 – 89

Cornaton Michel, 1998, « *Les camps de regroupement de la guerre d'Algérie* », Paris : Éditions ouvrières, 1967. Réédition, L'Harmattan

Lethielleux Jean, 1983, « *Ouargla : cité saharienne des origines au début du XXe siècle* », Geuthner, Paris

Peraldi Michel, 1999, « Marseille : réseaux migrants transfrontaliers, place marchande et économie de bazar », *Cultures et Conflits*, n°33-34, pp.51-67. Consultation en ligne, URL : <http://conflits.revues.org/index232.html>

Pliez Olivier, 2010, « Toutes les routes de la soie mènent à Yiwu (Chine), Entrepreneurs et migrants musulmans dans un comptoir économique chinois », *L'Espace Géographique*, 2 (vol. 39), p. 132-145.

Prenant André, 2002, « L'informel en Algérie, forme de transition ou mode spécifique d'intégration à la mondialisation », *Cahiers du GREMAMO*, n°147, 2002, p.71 - 94

Spiga Sassia, 2002, « Du nouveau système algérien d'importation aux nouvelles centralités commerciales dans la ville algérienne », in Michel Peraldi (sous la direction), « *La fin des norias ?* » Paris : Maisonneuve et Larose, p.217-242

Tarrius Alain, 2002, « *la mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades des économies souterraines* », Balland, Paris